

LETTRE DE MANAGUA PAR DAVID GOLLOB



Les contras ont attaqué Abisinia, petit village dans le nord du Nicaragua. Dans une humble cabane, une femme et ses cinq enfants pleurent sur le corps de *Papito*, «petit papa».

Il est étendu dans un cercueil, et son visage est visible au travers d'un hublot de verre. Des larmes et des traces de doigt marquent le verre. Dans les tropiques, la décomposition est rapide, et la puanteur de la mort, suffocante. Une pluie tropicale torrentielle martèle sans arrêt le toit de la cabane. C'est la fin de l'après-midi, la hutte est sombre éclairée seulement par quelques chandelles.

Dans les ruines du centre médical communautaire, une femme est en train d'accoucher. Son mari a été tué, sa maison brûlée. Le travail a commencé prématurément à cause du traumatisme, précise l'infirmière. Cette femme n'a que dix-huit ans, et son enfant est tout ce qui lui reste au monde.

Au cours d'une émission diffusée depuis le Honduras par une station radiophonique clandestine, les contras déclarent que l'attaque d'Abisinia a été couronnée de succès, car ils ont réussi à détruire une caserne et un poste de commandement situés aux abords du village. C'est vrai. Cependant, les contras n'expliquent pas pourquoi les morts et les blessés sont pour la plupart des civils, pourquoi une vingtaine de maisons ont été rasées, ni pourquoi plusieurs paysans, dont deux femmes, ont été kidnappés.

Je me suis servi de la bande sonore et visuelle recueillie auprès de la famille en deuil et de la jeune accouchée pour illustrer mon reportage sur cette attaque. Celui-ci était destiné à la radio anglaise de la CBC et aussi à un réseau américain de radio communautaire. À ma grande surprise, j'ai appris que le réseau américain n'avait pas diffusé mon reportage parce que, m'a-t-on dit, la bande sonore était trop chargée d'émotions. «Nous avons pour politique», a précisé plus tard un réalisateur, «d'éviter de dramatiser cet aspect de la guerre et de refuser d'exploiter le sensationnel.»

Je ne vois pas ce qu'il y avait de sensationnel à utiliser la bande

sonore de mon reportage qui illustre simplement une vérité fondamentale au sujet de la guerre : la guerre est souffrance, douleur et mort, la guerre c'est laid, intolérable. Pourtant, cette guerre traduit la politique des États-Unis. Le lourd climat idéologique que le gouvernement Reagan a créé pour justifier ses politiques et amener les membres peu enthousiastes du Congrès à les appuyer rend extrêmement difficile le travail des reporters au Nicaragua. Au moins trois journalistes Américains ont été renvoyés ou forcés de démissionner à cause de leurs reportages sur le Nicaragua.

Les États-Unis ne font pas que financer cette guerre, ils la dirigent; ils vont jusqu'à trier eux-mêmes sur le volet les chefs de la contra.

Le président Reagan déclare au monde entier que les Sandinistes ont souvent manqué à leurs promesses. Peu de journalistes osent contester cette déclaration, car s'ils le font, leur intervention sera interprétée comme un plaidoyer en faveur des Sandinistes. Une telle déclaration demeure donc incontestée.

Le gouvernement nicaraguayen est une dictature totalitaire de gauche, selon M. Reagan. La plupart des journalistes qui travaillent au Nicaragua vous diront qu'ils n'en croient rien. Il est certain que cette société applique certains mécanismes de répression. Des cadres intermédiaires de l'opposition ont été jetés en prison sous des chefs d'accusation peu solides ou inventés de toutes pièces. La censure a eu cours pendant près de cinq ans. Les médias de l'opposition ont dû fermer leurs portes, et ainsi de suite. Il demeure que cette forme de répression est inoffensive, comparativement à la terreur et à l'intimidation régnant au Salvador qui reçoit chaque jour des États-Unis une aide de deux millions de dollars. Au Nicaragua, la pire

chose qui soit jamais arrivée à un activiste défendant les droits de la personne a été un emprisonnement de quinze jours pour avoir participé à une manifestation anti-gouvernementale. Au Salvador, les activistes sont kidnappés ou abattus dans la rue sous les yeux de leurs enfants.

Les journalistes affectés au Nicaragua doivent faire des reportages sur les violations des droits de la personne observées au Nicaragua. Il ne leur appartient pas de dénoncer toute l'hypocrisie d'une guerre menée dans le seul but de renverser le gouvernement nicaraguayen, quand les États-Unis soutiennent des gouvernements coupables de crimes beaucoup plus graves.

L'expression «aide aux contras» illustre bien comment nous sommes pris au piège des idées véhiculées par les mots. Toutes les fois que

nous l'utilisons, nous acceptons sans le savoir l'une des thèses fondamentales du gouvernement Reagan : la guerre au Nicaragua se fait entre Nicaraguayens, les États-Unis ne faisant que «soutenir» une insurrection anti-totalitaire parfaitement légitime. Quand on sait tout ce qui s'est passé depuis le début de ce conflit, cette belle notion vole en éclats. Les États-Unis ne font pas que financer cette guerre, ils la dirigent; ils vont jusqu'à trier eux-mêmes sur le volet les chefs de la contra. Il ne s'agit pas «d'aide», mais d'autre chose. Comme ce mot est gravé dans la pierre, en contester l'emploi et le sens aujourd'hui serait chercher la bagarre non seulement avec le Département d'État des États-Unis, non seulement avec nos réalisateurs, mais aussi avec l'univers des opinions reçues.

Bien sûr, les déclarations du gouvernement sandiniste voulant que les contras soient des mercenaires au service du gouvernement américain sont tout aussi fausses. Le fantassin contra moyen ne se bat pas pour de l'argent. Les chefs des insurgés reconnaissent que, sans «l'aide» des Américains, leur révolte aurait

avorté il y a longtemps, ce qui ne fait pas d'eux des mercenaires pour autant. Mais là n'est pas la question : ils ne viendraient à l'idée d'aucun journaliste occidental d'employer le mot «mercenaires» pour désigner les contras, tandis que l'utilisation du mot «aide» est, elle, universelle et présente insidieusement une image déformée de la nature du conflit.

En novembre dernier, un journaliste américain avec qui je m'entretenais spéculait sur les réactions que pourraient avoir certains chefs contras si les Sandinistes offraient de tenir des pourparlers indirects sur l'établissement d'un cessez-le-feu. «Qui est-ce que ça dérange, ce que les contras pensent ?», lui ai-je demandé. «Ils feront sûrement ce que le Département d'État ou la CIA leur demanderont de faire.» Ce journaliste, qui compte des années d'expérience dans la région et connaît la situation beaucoup mieux que moi, est demeuré silencieux quelques instants, puis il a finalement déclaré : «Vous avez probablement raison.» Dans le reportage qu'il a présenté ce jour-là, il a quand même cité la position des chefs contras comme si ceux-ci étaient en pleine possession de leurs moyens et en mesure de prendre des décisions importantes sur le cours de la guerre.

Les auditeurs de la station de radio de la CBC ont écouté le reportage sur Abisinia, et le réseau américain a finalement changé d'avis et décidé de le diffuser lui aussi, ce qui est tout à son honneur. Malheureusement, ce réseau n'a qu'une faible côte d'écoute et, aux États-Unis, le débat sur la question du Nicaragua est dominé par les hypothèses incontestées du gouvernement Reagan, encadrées par une rhétorique vide typique de la guerre froide et ne tenant aucunement compte de la réalité : une femme et cinq enfants pleurant sur le corps de leur père, à la faible lueur d'une dernière chandelle, dans une cabane battue par la pluie. □

David Gollob vit à Managua au Nicaragua. Il est correspondant de la radio anglaise de la CBC en Amérique latine.